

8 juin 2007 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Conférence de presse finale de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, notamment sur les dossiers du Kosovo, du Darfour et du Proche-Orient, à Heiligendamm le 8 juin 2007.

LE PRESIDENT - Je me tiens à votre disposition pour répondre à vos questions.

QUESTION - Vous avez beaucoup parlé du Kosovo, Monsieur le Président, vous avez parlé du statut du Kosovo, et donc j'aimerais savoir comment les choses ont progressé ?

LE PRESIDENT - Ecoutez, sur le Kosovo, les choses ne progressent pas. Pour une raison simple, c'est qu'on ne peut donner un délai pour que Belgrade et Pristina continuent à parler que dans la mesure où l'ensemble des acteurs et notamment nos amis russes, considèrent que l'indépendance du Kosovo est une perspective incontournable. C'est la condition d'un accord. Alors, il y a fort à parier qu'on va continuer à parler du Kosovo.

QUESTION - Monsieur SARKOZY, quel bilan tirez-vous, pour vous, de ce premier G8 ?

LE PRESIDENT - Ce n'est pas la question pour moi. Moi, cela n'a pas beaucoup d'importance. Ce qui est important, c'est pour les affaires qui ont été traitées. Je pense que le bilan est positif, voire très positif. Sur le climat, il y a eu des avancées assez remarquables et, encore ce matin, le Président BUSH a confirmé qu'il s'engageait dans la perspective de la réduction de 50%. Il l'a fait pour convaincre l'Inde et la Chine de s'engager également dans la réduction de la production de gaz à effet de serre. Sur l'Afrique, nous avons eu, ce matin, une discussion extrêmement intéressante en montrant bien qu'il fallait être confiant dans l'avenir de ce continent, que l'Afrique pouvait réussir et que certains pays africains -je pense à l'Afrique du Sud, au Ghana et à d'autres- réussissaient, et qu'il fallait ce partenariat pour créer des richesses. J'ai été très intéressé d'ailleurs par ce qu'a dit le Président WADE qui a indiqué que l'Afrique n'avait pas besoin de la charité mais d'une aide au développement. C'est exactement ce que je pense. Les discussions étaient très riches, très intéressantes. Encore à midi, sur l'OMC, où j'ai dit au Président BUSH que je me battrais pour défendre nos intérêts comme lui se bat pour défendre les intérêts des Américains et que la réciprocité était de mise et que la naïveté devait être laissée au vestiaire si on voulait un accord. Par ailleurs, cela a permis de multiples contacts multilatéraux en 48 heures, ce qui fait gagner un temps extrême. En même temps, sur les affaires de l'Europe, cela a permis également d'avancer sur un agenda qui se rapproche puisque que les dates des 21 et 22 juin sont extrêmement proches et qu'il faut trouver un accord.

QUESTION - Monsieur le Président, vous nous avez dit ce matin, à l'issue de votre entretien avec le Président BUSH, que vous aviez la même approche que les Américains sur le Liban et que vous en avez parlé avec lui ainsi que de l'Iran. Le porte-parole américain a dit que vous auriez discuté du Liban, de la Syrie, de l'Iran. Et comme vous nous avez habitué à beaucoup de transparence dans votre communication, peut-être pourriez-vous nous dire quelle est votre approche sur le Liban, sur la Syrie et sur l'Iran ?

LE PRESIDENT - Sur le Liban, c'est le droit à l'indépendance pour ce pays, en dehors de toute forme d'ingérence et naturellement d'occupation. C'est le soutien au gouvernement légitime et donc à l'armée qui essaie de rétablir l'ordre contre toutes les milices, et c'est la nécessité de trouver un accord politique avec l'ensemble des intervenants, et dieu sait s'ils sont nombreux. Ce sont les initiatives qu'avec Bernard KOUCHNER, nous sommes en train de prendre. Et, de ce point de vue, je n'ai pas noté que, dans le passé, il y avait une divergence de vue entre les

Américains et nous. Sur la Syrie, il peut y avoir quelques éléments de différence d'appréciation, sans doute dûs au fait que, depuis 6 ans et demi, le Président BUSH ne m'a pas semblé extrêmement satisfait de l'évolution de ses rapports avec le Président syrien. Faut-il ou non et à quel niveau reprendre des discussions avec la Syrie ? C'est une question qui est posée. Elle est posée aujourd'hui, non pas à un niveau politique, peut-être à un niveau diplomatique, de notre point de vue. S'agissant de l'Iran, il me semble qu'il y a une grande communauté de vue avec la Chine, la Russie et les États-Unis d'Amérique pour pousser les dirigeants iraniens à revenir à la table des négociations. En ce qui me concerne, je pense qu'il faudra envoyer un message de fermeté et certainement un durcissement des sanctions. Je crois que la politique des sanctions doit permettre de créer les conditions d'un débat au sein de la société iranienne qui est issue d'une grande civilisation. Nous indiquerons, bien sûr, de ne surtout faire aucun amalgame entre les Iraniens, un grand peuple, et les dirigeants d'aujourd'hui dont le Président qui tient des propos parfaitement inqualifiables. Ou plus exactement, qui peuvent être parfaitement qualifiés.

QUESTION - Bonjour Monsieur le Président, vous me permettrez de revenir sur le climat, l'environnement, le développement durable. Au dernier Conseil européen, on a fixé des objectifs pour 2015. Aujourd'hui, on fixe des objectifs pour 2050. Il se trouve qu'en 2012, une année qui, pour vous, est importante, c'est la fin du processus de Kyoto. Est-ce qu'à votre avis, on est en train d'enterrer Kyoto ou de dépasser Kyoto ? Est-ce que c'est à ce prix-là que les Américains viennent et qu'on espère faire venir les pays émergents comme l'Inde et la Chine à qui on a donné des avantages lors de l'élaboration du processus de Kyoto ? Quel est votre avis à ce sujet ?

LE PRESIDENT - Mon avis est qu'il faut faire preuve de bonne foi et de volontarisme. Vous comprenez évidemment qu'un pays comme la Chine considère que chaque Chinois émet le tiers de gaz à effet de serre d'un Américain. Mais enfin, si les Chinois et les Indiens devaient émettre le même niveau de gaz à effet de serre que les Américains aujourd'hui, compte tenu de leur nombre, vous voyez vers quelle catastrophe on se dirigerait. Deuxièmement, Kyoto a été un premier pas, insuffisant, pas ratifié par tout le monde et pas appliqué par tout le monde. Je pense notamment à nos amis canadiens. Quelle que soit leur bonne volonté depuis des années, il n'y a pas grand-chose qui a été fait. Mais cela a été un progrès dans la prise de conscience planétaire. Je note surtout que ce G8 a permis de conforter le cadre de négociations des Nations Unies en vue d'aboutir à un accord d'ici 2009, pour gérer l'après 2012. Et donc, incontestablement, ce G8 a conforté l'autorité des Nations Unies et permet d'envisager la suite, c'est-à-dire l'après Kyoto. Il permet de l'envisager dès 2009 puisque, finalement, j'ai vu cela comme une validation de la conférence de Bali, comme une étape sur le chemin qui doit nous permettre de trouver de nouveaux objectifs. On peut toujours dire que l'on aurait pu aller plus loin, c'est exact. Mais dire que l'on aurait pu aller plus loin, c'est accepter l'idée que l'on a été plus loin que ce qui était imaginable à l'arrivée. Et, de ce point de vue, je suis satisfait des progrès qui ont été accomplis et qui sont incontestables.

QUESTION - Une question sur la situation en Amérique latine, sur les FARC. A votre avis, quel est le rôle du Brésil dans cette affaire ? Quelle fut la conversation entre vous et le Président LULA sur ce sujet ? Il semble qu'il y avait un message du Président URIBE lu chez vous par M. LULA. Pouvez-vous commenter ? Merci

LE PRESIDENT - Oui, bien sûr. J'avais appelé M. LULA au téléphone pour lui parler de mes discussions avec le Président URIBE. Je remercie le Président LULA d'avoir attiré l'attention du Président URIBE sur l'importance de l'enjeu de la libération d'Ingrid BETANCOURT. Naturellement, je sais parfaitement que les FARC ont d'autres otages et je vois bien que le problème humanitaire ne se pose pas que pour une seule personne. Mais qui peut me reprocher de m'occuper de notre compatriote ? L'influence du Président LULA a été très bénéfique et le G8 a rendu hommage à l'action du Président URIBE. Pour le reste, les discussions continuent. Elles sont complexes, elles seront difficiles. J'espère qu'elles seront raisonnablement longues.

QUESTION - Monsieur le Président, ce matin, selon un porte-parole américain, vous auriez dit à Monsieur BUSH, que la France était prête à envoyer des soldats supplémentaires en Afghanistan.

Est-ce exact ? Et deuxièmement, est-ce que ces soldats français envoyés en Afghanistan iraient dans le sud du pays ?

LE PRESIDENT - Il faut préciser les choses. D'abord, j'ai dit à nos amis canadiens, à nos amis américains, à nos alliés que nous ne rompons pas la solidarité des alliés dans le combat qui est engagé contre le terrorisme en Afghanistan et pour stabiliser l'état afghan. Première chose. Deuxième chose, je leur ai dit que nous renforcerons nos moyens pour former l'armée afghane sous la forme d'équipes de 50 personnes qui encadrent l'armée. Troisièmement, je leur ai dit la possibilité de promouvoir la reconstruction de ce pays notamment par des hôpitaux et des écoles. Je souhaite que l'effort de la France soit davantage un effort de formation pour préparer l'état afghan à la transition et sous la forme de la reconstruction. J'ajoute que j'ai demandé à ce que l'ensemble des interlocuteurs du Pakistan sensibilisent ce pays à la nécessité d'aider les forces qui sont là-bas à éradiquer le terrorisme et la culture de la drogue.

QUESTION - Monsieur le Président, est-ce que vous pouvez parler un peu de votre entretien avec le Président chinois, M. JINTAO.

LE PRESIDENT - Oui, tout a fait. Le Président chinois m'a invité en visite d'Etat en Chine pour la seconde moitié de l'année 2007. J'ai accepté et nous sommes en train de préparer cette visite avec un certain nombre de projets économiques et, par ailleurs, je crois pouvoir dire que le Président chinois était heureux de la position que j'avais prise et qui me paraissait raisonnable de ne pas envisager le boycott des Jeux Olympiques de Pékin.

QUESTION - Monsieur SARKOZY, on a parlé de nombreux cas de violences au Darfour. A votre avis, en quoi la réunion de Paris, à la fin du mois, pourra réussir là où les autres n'ont pas réussi ?

LE PRESIDENT - D'abord, sur le Darfour, j'ai demandé au Président chinois d'utiliser toute son influence pour faire pression sur le Président BECHIR afin que le Soudan accepte le déploiement d'une force hybride sur son territoire. Deuxièmement, j'ai demandé au Président chinois la présence du ministre des Affaires Etrangères de Chine à la réunion du groupe de contact élargi. Troisièmement, cette réunion, qui sera présidée par Bernard KOUCHNER, n'a pas vocation à se substituer à l'action de l'Union Africaine. J'ai dit au Président de la Commission de l'UA qu'il ne s'agissait nullement de lui compliquer la tâche mais, au contraire, d'aider par tous les moyens à l'émergence d'une solution politique.

QUESTION - Monsieur SARKOZY, si les intérêts de la France sont menacés, jusqu'où irez-vous concernant ce que l'on appelle les frappes préventives nucléaires ?

LE PRESIDENT - L'utilité de l'arme nucléaire, c'est la dissuasion. En l'état actuel de mes connaissances, il n'y a pas urgence. La stratégie nucléaire et la doctrine nucléaire française sont celles des intérêts vitaux. Si les intérêts vitaux de la France étaient menacés, alors, à ce moment-là, comme tous les autres Présidents de la République qui m'ont précédé, je pourrais envisager l'utilisation de l'arme nucléaire. Fort heureusement, ce n'est pas le cas.

Mais, quant à la définition précise de ce que sont les intérêts vitaux, je ne suis pas sûr que ce soit le cadre le plus approprié pour les définir précisément. Même si je reconnais, bien volontiers, que la notion d'intérêt vital a évolué depuis l'époque du Général de Gaulle.

QUESTION - Monsieur le Président, sur les questions de sida, vous avez récemment rappelé votre attachement à tenir les engagements du G8 de 2005 à Gleneagles. Ils prévoyaient l'accès au traitement universel pour tous d'ici 2010. Vous avez même fait un pas en avant en disant que vous proposeriez un plan de financement pour répartir le montant des sommes à fournir entre les différents pays du G8. Ce n'est pas dans le communiqué final. Est-ce que vous pouvez nous en dire un peu plus ? Que s'est-il passé ?

LE PRESIDENT - Le G8 s'est engagé à financer la santé en Afrique à hauteur de 60 milliards de dollars au cours des prochaines années. Ce qui est vrai, c'est que le montant de la somme a été défini mais pas le nombre exact des années. Ce sont des sommes considérables. Les Etats-Unis se sont engagés à financer la moitié de cette somme. Quant à la France, elle va consacrer un milliard de dollars par an à la santé en Afrique. J'ajoute que j'ai proposé, lorsque nous avons vu les cinq pays du NEPAD, c'est-à-dire les pays

africains qui se sont engagés dans la définition d'un nouveau partenariat, à ce que l'on fasse, avant chaque réunion du G8, par experts interposés, le point entre les promesses faites et les promesses réalisées pour qu'on sorte de ce débat où l'on se jette des chiffres à la figure. En ce qui concerne la France, je voudrais dire que nous sommes le 2ème contributeur au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Le premier, ce sont les Etats-Unis, le second, c'est la France. Je crois vraiment que s'il y a un pays qui n'a rien à se reprocher à ce propos, c'est vraiment le nôtre.

QUESTION - Monsieur le Président, vous me permettez de revenir sur le Liban et la Syrie. Est-ce que l'on peut comprendre que les contacts français avec la Syrie sont possibles, si le but est d'aider à stabiliser la situation au Liban ?

LE PRESIDENT - Disons qu'ils ne sont pas impossibles, si le but est de garantir l'indépendance du Liban, de retrouver les assassins de M. HARIRI et d'offrir la paix à ce pays martyr.

QUESTION - Pouvez-vous nous en dire plus sur ce à quoi vous êtes arrivés sur le traité simplifié ?

LE PRESIDENT - Non, mais je peux vous dire que, sur le principe, il y aura une rencontre à Londres, dans les jours qui viennent, entre Gordon BROWN, Tony BLAIR et moi.

C'est un élément de réponse, Monsieur RIDET, quand même, qui nous permettra d'aller un peu plus loin dans la définition des grands principes. Au fond, que voulons-nous ? Un Traité simplifié et pas une petite Constitution.

QUESTION - Sachant que vous partagez beaucoup d'approches communes avec la politique étrangère américaine, est-ce que la France est prête à prendre en compte ce plan B comme les Etats-Unis ? C'est-à-dire reconnaître l'indépendance du Kosovo, sans une résolution au Conseil de Sécurité. Les officiels à Pristina nous ont dit que si cette proposition passait, ce serait une trahison. Comment expliquer à vos amis du Kosovo que vous n'entendez pas les trahir en prenant cette décision ?

LE PRESIDENT - Attendez, d'abord je voudrais dire que oui, il y a beaucoup de points communs entre les positions des Etats-Unis et de l'Europe. Ce n'est pas une nouveauté mais cela ne m'a pas empêché de faire clairement apparaître deux désaccords, un sur le climat, cela a été une discussion assez franche, parfois rude, amicale, et l'autre sur la mondialisation où les échanges ont, là aussi, été très francs. Je ne vois d'ailleurs pas au nom de quoi l'amitié empêcherait de se dire les choses, bien au contraire.

J'ai déjà fait valoir plusieurs choses, outre la défense de nos intérêts. Je ne voyais pas la mondialisation comme un système sans règles. Et je ne voyais pas la concurrence sans la loyauté, et je ne voyais pas l'ouverture des marchés sans réciprocité, et je ne voyais pas la négociation -je l'ai dit à Monsieur LAMY-, ou plutôt je la voyais sans naïveté.

S'agissant de la résolution, je pense que la France a vraiment fait suffisamment et continue à faire suffisamment pour qu'on lui accorde le crédit de la sincérité. Une résolution qui serait votée, plus exactement qui serait déposée et qui recevrait le veto des Russes, conduirait à une situation inextricable au Kosovo. Quel serait alors le statut juridique des forces qui s'y trouvent ?

J'aimerais que l'on m'explique.

Il y aurait des pays d'Europe qui reconnaîtraient l'indépendance du Kosovo, d'autres qui la contesteraient. Quel statut juridique à ce moment-là, puisque la nouvelle résolution n'ayant pas été adoptée, du fait du veto russe, éventuel, probable ? Quel est le statut juridique des troupes qui s'y trouvent ? Qu'auraient à y gagner les Kosovars ? J'aimerais que l'on m'explique la situation.

Je reste persuadé qu'il faut que l'on demeure unis, que la perspective est l'indépendance du Kosovo. Je l'ai dit en termes extrêmement francs à Monsieur POUTINE. La question que je me pose est : « est-ce que vraiment nous n'avons pas intérêt à attendre quelques semaines ou quelques mois pour trouver une solution de consensus, ou voulons-nous passer en force ? ». Je pense que nous avons intérêt à trouver une solution de consensus.

J'ai défendu le principe d'une l'indépendance du Kosovo bien reconnue et garantie. Je crois vraiment que c'est la seule position qui soit raisonnable. A nous de faire pression, à la fois sur les Kosovars que nous avons beaucoup aidés, et sur les Serbes qui doivent comprendre que, de toute manière, ils vivront côte à côte. c'est une réalité géographique.

manière, ne vivent côte à côte, c'est une réalité géographique.

Je ne crois pas que l'on ait intérêt à précipiter les choses. Maintenant, vous savez, le conseil de raison n'est pas toujours suivi. Enfin, j'ai regardé la situation inextricable dans laquelle se trouvera le Kosovo si l'on voulait passer en force. On peut quand même réfléchir à cela simplement, cela n'est pas absurde, chacun connaît les données du problème.

Il y a des milliers de soldats de l'ONU, qui travaillent avec un mandat, une résolution. Que se passera-t-il s'il y en a une nouvelle qui fait l'objet d'un veto, et si chacun d'entre nous commence à reconnaître l'indépendance du Kosovo, sans tenir compte de ce que pensent les autres ? Est-ce que vous croyez vraiment qu'à ce moment-là on fera progresser la paix ? On fera progresser la guerre et les affrontements. Je demande à ce que l'on réfléchisse à cela, c'est tout.

Mon engagement pour l'indépendance, la souveraineté du Kosovo est bien connu, c'est inéluctable. J'ai même dit à Monsieur POUTINE que la Yougoslavie, c'était fini. Quand il dit qu'il y a un risque, que d'autres régions demandent les mêmes conditions, je lui dis non. J'ai même été jusqu'à lui dire que Yalta c'était fini. Est-ce qu'il faut le faire maintenant ou est-ce qu'il faut se donner six mois ? On peut réfléchir aussi, ce n'est pas absurde. C'est ce qui me semble.

Je reconnais que la situation là-bas est extrêmement compliquée. Mais, à partir du moment où Monsieur POUTINE dit que le plus vraisemblable est qu'il dépose un veto, je dis qu'il faut quand même réfléchir. Ce n'est pas céder à la menace, c'est simplement essayer de faire converger les volontés pour qu'on ne reprenne pas des affrontements qui seraient sanglants dans cette partie des Balkans. Voilà ce que je pense, et le mot trahison, permettez-moi de vous le dire, pour un pays qui a 2000 hommes qui se trouvent là-bas, je ne vous en veux pas et je ne le prends pas pour moi, c'est simplement réfléchir.

J'ai proposé six mois avec un principe qui est celui de l'indépendance pour que Pristina et Belgrade discutent. Cela me paraît extrêmement raisonnable. Cela peut être trop ambitieux pour les uns, que voulez-vous que je vous dise ? De toute manière, le Président russe devrait bien voir aussi qu'il y a des réalités.

Je vous souhaite, à tous, un bon retour. Merci